

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

Arrêté du 18 NOV. 2020

portant nomination d'un fonctionnaire en qualité de régisseur d'avances et de recettes auprès de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de Guadeloupe

NOR : JUSF2032140A

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 19 août 2011 portant modification de l'arrêté du 10 décembre 2003 portant institution de régies d'avances et de recettes auprès des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2008 portant nomination de fonctionnaires auprès des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2003 autorisant le garde des sceaux, ministre de la justice, à créer des régies d'avances et de recettes auprès des services déconcentrés de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Considérant le courrier du 27 août 2020 de M^{me} Liliane BRUNATO, demandant sa nomination en tant que régisseur d'avances et de recettes auprès de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de Guadeloupe ;

Considérant le courrier SJA/445/2020 du 12 octobre 2020 de la directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de Guadeloupe, demandant la nomination de M^{me} Liliane BRUNATO en tant que régisseur d'avances et de recettes auprès de ladite direction,

Considérant le courrier du 22 octobre 2020 du directeur régional des finances publiques de la Martinique, demandant la nomination de M^{me} Liliane BRUNATO en tant que régisseur d'avances et de recettes auprès de ladite direction,

Arrête :

Article 1^{er}

M^{me} Liliane BRUNATO, secrétaire administrative, est nommée, à compter du 1^{er} décembre 2020, régisseur d'avances et de recettes auprès de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de Guadeloupe, en remplacement de M^{me} Patricia ALPHONSE, admise à faire valoir ses droits à la retraite.

Article 2

Compte tenu du montant de l'avance fixé à 30 000 euros et du montant moyen des recettes mensuelles inférieur à 4 000 euros, le montant du cautionnement imposé à M^{me} Liliane BRUNATO est fixé à 3 800 euros.

Article 3

L'arrêté NOR : JUSF1316050A du 3 juin 2013 portant nomination d'un fonctionnaire en qualité de régisseuse d'avances et de recettes auprès de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de la Guadeloupe est abrogé.

Article 4

La directrice de la protection judiciaire de la jeunesse et le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Ile-de-France-Outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la justice.

Fait le 18/11/2020

**Pour le ministre,
et par délégation,**

Le chef du bureau de la synthèse

Nizar AZOUZ